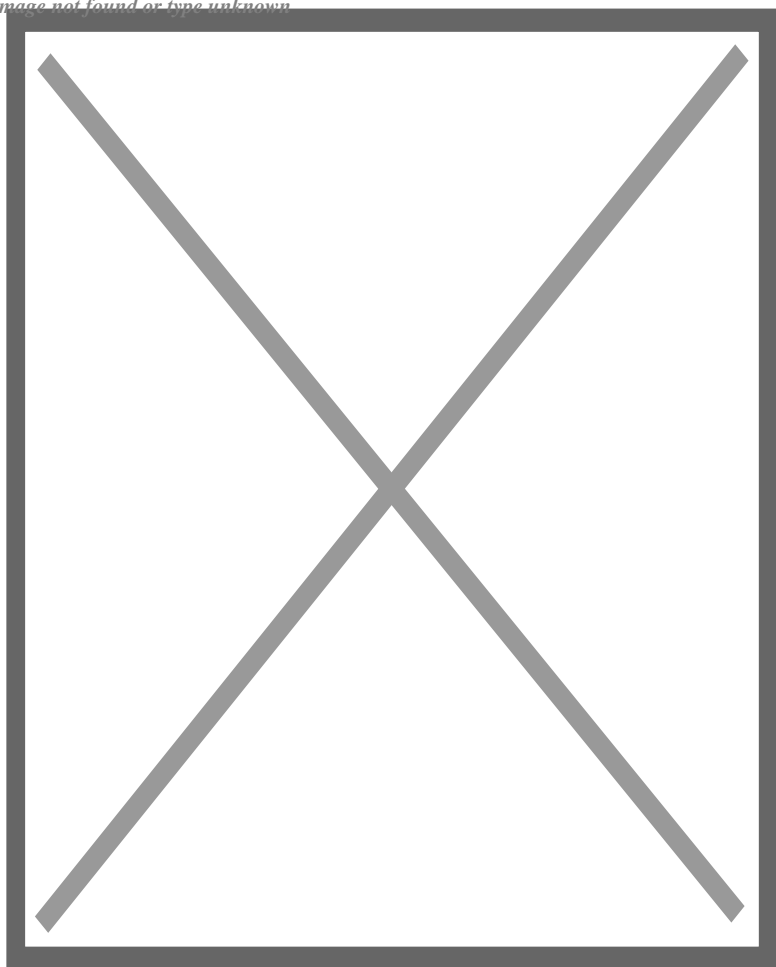


Le ministre cubain des Affaires étrangères dénonce le durcissement de l'étau financier américain

Image not found or type unknown



La Havane, 31 mai (RHC) Le maintien de Cuba sur la liste unilatérale des États soutenant le terrorisme n'a d'autre raison que le durcissement des mesures extrêmes de siège financier contre le peuple cubain,

a déclaré vendredi le ministre des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez.

Sur le réseau social X, le ministre des Affaires étrangères (Minrex) a souligné que le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, a admis devant le Congrès américain que la nation caribéenne ne protège pas les terroristes, éliminant ainsi le dernier prétexte à la désignation injuste de l'île comme État soutenant le terrorisme.

Le 15 mai, le département d'État américain a annoncé que Cuba ne figurait pas dans son rapport 2023 sur les pays qui « ne coopèrent pas pleinement » dans la lutte contre ce fléau.

Un document envoyé aux membres du Congrès indique que « le secrétaire d'État a déterminé et certifié, en vertu de la section 40A de la loi sur le contrôle des exportations d'armes, que quatre pays - la Corée du Nord, l'Iran, la Syrie et le Venezuela - ne coopéraient pas pleinement avec les efforts antiterroristes des États-Unis au cours de l'année civile 2023 ».

Le texte ajoute que les circonstances de la certification de Cuba comme pays ne coopérant pas avec les efforts antiterroristes ont changé entre 2022 et 2023 et que, par conséquent, le ministère des affaires étrangères ne désigne pas l'île comme telle.

Cependant, l'entité elle-même affirme que son rapport n'est pas suffisant pour retirer Cuba de la liste des pays soutenant le terrorisme, car cette désignation est soumise à « la loi et aux critères établis par le Congrès ».

Le même jour, dans une déclaration publiée sur son site web, le ministère cubain des affaires étrangères a exhorté les États-Unis à retirer la nation caribéenne de la liste arbitraire et a souligné qu'il existe une demande mondiale forte et répétée pour que le gouvernement américain corrige cette injustice.

Il a assuré qu'il ne suffit pas de reconnaître que Cuba coopère pleinement avec les efforts antiterroristes de Washington et de la communauté internationale, un fait qui, de l'avis du Minrex, est une vérité connue.

Il a conclu que le président Joe Biden a toutes les prérogatives pour agir honnêtement et faire ce qu'il faut. (Source: PL)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/356237-le-ministre-cubain-des-affaires-etrangeres-denonce-le-durcissement-de-letau-financier-americain>



Radio Habana Cuba